

# Les enfants exploités

## Partage international n° 151 - Mars 2001

par Shamlal Puri et par Kimi Mamtora

*Les statistiques montrent qu'une multitude d'enfants qui travaillent dans le monde sont exploités par une société qui leur vole les meilleures années de leur enfance. Il existe cependant un mouvement international visant à supprimer le travail des enfants dans les environnements à risque. Shamlal Puri et Kimi Mamtora, de Newslink Africa, affirment de leur côté que le travail des enfants devrait être totalement aboli.*

Dans le monde entier, de jeunes enfants sont honteusement exploités. La proportion des enfants qui travaillent est incroyablement élevée. En Afrique, d'innombrables enfants sont exploités sans pitié par la société. Des jeunes, âgés de six à quatorze ans, sont piégés entre la misère des familles nombreuses qui dépendent d'eux pour survivre, et une société perverse qui tend à les exploiter. Le travail des enfants continue malgré les campagnes mondiales lancées par une vaste alliance internationale. De plus, les derniers chiffres indiquent que ces pratiques continuent à faire de nouvelles victimes.

### Le travail domestique des enfants

Le trafic d'enfants augmente en Afrique, où la proportion de jeunes qui travaillent est plus élevée que partout ailleurs. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), sur 132 millions d'enfants en Afrique de l'ouest et centrale, 53 millions sont exploités ; d'après l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance), ce trafic reflète la géographie du développement africain. Les principaux « fournisseurs » sont le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali. Ils envoient les enfants en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Nigeria, en passant par des pays comme le Cameroun ou la Guinée équatoriale.

Ce trafic existe aussi dans les pays industrialisés, où le nombre d'ateliers clandestins est en augmentation. Des jeunes filles de quatorze ans et plus sont obligées de se prostituer ou de devenir des domestiques, et les garçons pré-adolescents sont

loués à des éleveurs de bétail. Des chercheurs et des travailleurs sociaux affirment que des enfants d'Afrique centrale et de l'ouest sont condamnés aux privations et à la servitude. Enquêter et rassembler les données sur les deux calamités que sont le trafic et l'exploitation des enfants font partie des objectifs décidés lors d'une consultation régionale à Libreville, capitale du Gabon, au début de cette année.

Dans de nombreuses régions, des fillettes de huit ans, originaires de la campagne, sont emmenées en ville pour y remplir des tâches domestiques. Beaucoup d'entre elles travaillent plus de douze heures par jour et sont soumises à des abus physiques, mentaux et sexuels. Les enfants qui quittent leur pays d'origine sont confrontés à l'isolement. Ainsi, beaucoup sont envoyés en Guinée équatoriale, en passant par le Cameroun, et des enquêteurs gambiens soupçonnent que des enfants venant de la Casamance, au sud du Sénégal, travaillent comme domestiques à Banjul, en Gambie.

### Le Kenya

Beaucoup de jeunes sont emmenés clandestinement dans divers pays en tant qu'esclaves. Quelque trois millions d'enfants entre six et quatorze ans travaillent au Kenya. Un million d'entre eux effectuent des tâches à haut risque : dans le tourisme où ils sont sexuellement exploités, dans les plantations et les mines où ils sont exposés à des produits chimiques dangereux, comme domestiques, exposés à des abus physiques, mentaux et sexuels, et comme ramasseurs d'ordures dans des conditions dégradantes.

Les raisons du travail des enfants au Kenya sont les mêmes que partout ailleurs : une pauvreté grandissante, une démographie galopante et la migration des populations rurales vers les villes. Les autorités kenyanes ont signé un accord avec le programme de l'OIT, Eradication du travail des enfants. Plus de 18 programmes d'action sont mis en place avec l'aide du Programme international pour l'éradication du travail des enfants (IPEC). Des organisations de travailleurs, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres institutions et groupes sociaux ont formé une alliance collective contre le travail des enfants afin d'informer le public et de recommander l'intégration d'une politique sur le travail des enfants dans les projets nationaux de développement social et économique.

## L'agriculture

Le secteur de l'agriculture commerciale africaine est connu pour exploiter le travail des enfants, notamment dans les plantations, les fermes et les usines. L'OIT a lancé un programme spécial destiné à éviter aux enfants les tâches dangereuses et dégradantes, tout d'abord afin d'améliorer les conditions de travail, puis pour parvenir à éliminer le travail des enfants dans l'agriculture de toute la région sub-saharienne. Ce plan fut adopté en août 1996, lors d'une réunion à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, à laquelle assistaient des représentants officiels, des organisations d'employeurs et d'employés venant d'Ethiopie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, d'Afrique du Sud, d'Ouganda et du Zimbabwe. L'objectif était de fixer à quinze ans l'âge minimum pour travailler, d'interdire les travaux dangereux et sous contrainte, de protéger les jeunes travailleurs et d'attaquer à la racine les causes du travail des enfants.

De 1995-1997, la Tanzanie a intensifié sa campagne contre le travail des jeunes. Le ministère de l'Education et de la culture, ainsi que le ministère du Développement communautaire des Affaires des femmes et des enfants, ont demandé une mobilisation publique au niveau des communautés en faveur de la fréquentation de l'école par les enfants. Une interdiction a été prononcée contre le travail des enfants d'âge scolaire, interdisant ainsi aux responsables des écoles primaires d'envoyer les écoliers travailler dans les plantations et sur les chantiers de construction avoisinants, sous prétexte de récolter des fonds pour les écoles, comme cela se faisait par le passé. Une circulaire a été adressée à cet effet aux responsables de toutes les écoles primaires, aux agents régionaux d'éducation, aux inspecteurs des écoles primaires, aux enseignants et aux comités scolaires. Les inspecteurs scolaires ont reçu pour instruction de faire appliquer et de contrôler cette interdiction.

Le gouvernement tanzanien a augmenté le budget de développement des services sociaux, qui est passé de 30 % du budget global 1996-1997 à 48,1 % pour 1997-1998.

Cette augmentation visait à améliorer l'infrastructure générale de l'éducation primaire, pour un accroissement des inscriptions et de la fréquentation. Dès l'année fiscale 1997-1998, le gouvernement tanzanien a prélevé une taxe à l'importation sur les produits agricoles, afin d'accroître la productivité ouvrière agricole, ainsi que les revenus des paysans producteurs, et de réduire ainsi la nécessité du travail des enfants.

## L'industrie diamantaire

Le travail des enfants prospère dans l'industrie du diamant et des pierres précieuses, où un enfant de huit ans travaille pour une maigre pitance. La plupart des enfants sont obligés d'endurer deux, parfois jusqu'à cinq années d'apprentissage sans salaire. La vie de ces enfants privés d'une jeunesse normale, est la face cachée de l'industrie florissante du diamant. D'après un rapport du syndicat, 10 % des 800 000 ouvriers qui travaillent les diamants et les pierres précieuses en Inde sont des enfants. Ils peinent douze heures par jour sans contrat de travail ni fiche de paye et sont rémunérés à la pièce, pour 60 % du salaire d'un adulte.

## L'Inde

La nature et l'amplitude du travail des enfants en Inde sont aussi complexes que vastes. Des millions d'enfants travaillent dans divers secteurs de l'industrie à travers tout le pays. Alors qu'ils sont officiellement évalués à 11,3 millions, des estimations officieuses émanant d'ONG et de chercheurs situent les chiffres entre 44 et 110 millions. Environ 90 % de ces enfants travaillent en zone rurale, dont quelque deux millions dans des industries à risque. Une grande partie des jeunes travailleurs, occupés à des activités domestiques et à l'agriculture familiale, ne sont pas reconnus et contreviennent souvent aux droits des enfants. D'autres activités, comme le trafic d'enfants et la prostitution, restent secrètes et sont dissimulées.

## L'Asie

La situation n'est guère différente dans les autres pays en voie de développement. Au Pakistan, la Commission des droits de l'homme, qualifiant le problème de « tenace », révèle qu'environ 15 millions d'enfants pakistanais travaillent. Un récent rapport de l'OIT indique que la situation en Asie va en s'aggravant, surtout en ce qui concerne le trafic. *« Le nombre croissant de projets et de gouvernements engagés dans la lutte contre le trafic d'enfants n'a pas permis de réduire le nombre d'enfants piégés par les trafiquants, déclare Juan Somavia, directeur général de l'OIT. Au Pakistan et en Inde, quelque 500 000 enfants du Bangladesh travaillent dans des bordels, et des dizaines d'enfants népalais sont exploités par l'industrie du sexe. Des enfants sont également incorporés à des bandes de mendiants, notamment en Thaïlande et au Vietnam. Et malgré l'indignation provoquée par les révélations sur le trafic d'enfants asiatiques, beaucoup d'entre eux sont kidnappés et envoyés dans les Etats du Golfe où ils sont utilisés comme jockeys dans les courses de*

*chameaux. Ils sont ainsi environ 20 000, âgés de deux à onze ans. En Inde, le district de Seemapuri, à Delhi, est appelé « la colonie des chiffonniers ».*

Depuis 1996, l'OIT et l'IPEC soutiennent un projet destiné à récupérer ces chiffonniers pour les placer dans des écoles primaires. Les enfants de six à quatorze ans initiés à cette activité sont souvent les laissés pour compte de l'école, mais beaucoup n'ont jamais fréquenté une école. La plupart souffre de troubles physiques, en particulier de maladies cutanées et de gonflement des chevilles et des pieds, du fait qu'ils marchent dans les ordures ménagères et vivent à longueur de journée dans la plus grande saleté. Leur extrême pauvreté conduit certains à la délinquance (jeu, boisson et trafic de drogue).

Dès 1992, l'Inde a été la première nation à rejoindre l'IPEC et fait ainsi figure de pionnière dans la lutte contre le travail des enfants. Depuis sa création en 1988, le Programme national contre le travail des

enfants a réalisé 91 projets qui ont permis à 890 000 enfants de sortir de leur condition et d'être réhabilités grâce à une nourriture saine, l'éducation et l'apprentissage. Environ 100 000 enfants ont bénéficié de 160 projets IPEC.

La mise en œuvre de lois strictes contre le travail des enfants et la volonté politique de les appliquer sont nécessaires pour mettre fin à cette sombre liste de dépravation. Les enfants d'aujourd'hui sont les futurs adultes de demain, et si on leur donne l'opportunité de vivre une enfance normale, de l'éducation et une formation, ils pourraient rendre le monde meilleur.

**Auteur :** Shamlal Puri et par Kimi Mamtora,

**Sources :** Newslink Africa

**Thématiques :** [Société](#)

**Rubrique :** [Divers](#) ()